

Genève, le 9 décembre 2009

Monsieur Charles BEER  
Conseiller d'Etat en charge du  
département de l'instruction publique  
6, rue de l'Hôtel-de-Ville  
Case postale 3925  
1211 Genève 3

Projet de nouveau fonctionnement de l'enseignement spécialisé

Monsieur le conseiller d'Etat,  
Cher Monsieur,

Notre courrier du 5 octobre 2009 est resté sans réponse de votre part. Nous vous avons pourtant écrit pour vous rappeler, entre autres, l'existence de la prise de position de l'Assemblée du personnel du 15 septembre 2009 et les demandes qu'elle contenait, auxquelles vous n'aviez pas réagi. Nous pensions notamment à la revendication d'une mise en place urgente d'une commission de l'enseignement spécialisé. Votre silence persiste et, de fait, les requêtes continuent à être ignorées. Aujourd'hui l'exercice se répète mais ces sortes de mises en abyme sous forme de rappels successifs sur les mêmes objets ne nous amusent guère.

Le 27 octobre 2009, vous avez annoncé la création et la mise en route effective d'un office médico-pédagogique (OMP) au 1<sup>er</sup> janvier 2010. D'après vous, le personnel ne devait pas s'inquiéter de cet effet d'annonce car toutes les informations seraient données courant novembre et les partenaires consultés en connaissance de cause. A ce jour, malgré nos demandes réitérées, nous n'avons reçu aucun nouveau document. Cependant, dans deux jours, le 11 décembre, une journée de travail est organisée. La délégation constituée par la SPG, à votre demande, peut difficilement se préparer de manière correcte dans des conditions aussi déplorables.

La concertation est malmenée depuis le début du processus, entamé il y a quatre ans, et nous n'avons jamais, heureusement – c'est là le seul point positif – connu pareil mépris sur un autre sujet. Mais le dossier de l'enseignement spécialisé est de la plus haute importance pour nous et nous ne pouvons accepter cet état de fait qui nuit à l'avenir des élèves à besoins particuliers ou handicapés.

Ainsi, la loi sur l'intégration (C 1 12), adoptée le 14 novembre 2008, serait censée, selon vous, entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Avant même son adoption, dès septembre 2008, les délégué-e-s des associations professionnelles avaient fortement exprimé leur besoin et leur intérêt à participer activement à la rédaction du règlement d'application de la loi, afin d'accueillir et d'intégrer les élèves dans de bonnes conditions (cf. comptes rendus des séances de la commission paritaire du statut du corps enseignant). En vain : non seulement cet objet n'a jamais été débattu, où que ce soit, mais aucune ligne n'a été fournie.

./.

Quand comptez-vous mettre ce projet de règlement sur l'intégration scolaire – qui semble bien exister quelque part – en discussion, dans des conditions décentes, en présence de partenaires avertis ? Croyez-vous sérieusement que la journée du 11 décembre, avec plus de quarante associations et institutions invitées, et la présence potentielle de quelque huit cents personnes (dans une salle de 299 places !), puisse constituer un moment adéquat pour traiter cette question ?

Ceci n'est qu'un exemple, qui touche certes à un point primordial, et nous pourrions hélas continuer le jeu des questions longtemps tant les incertitudes sur l'avenir de l'enseignement spécialisé demeurent nombreuses, notamment au sujet des conditions de travail du personnel. L'opacité que vous maintenez nous contraint à rester dans l'expectative, à supputer à propos de rumeurs et nous empêche – et c'est là le plus grave – de consulter notre base et de remplir notre mandat.

A ce propos, vous avez, le 27 octobre 2009 toujours, abordé dans votre discours des options nouvelles, jamais discutées préalablement. Lancées oralement, ne reposant sur aucun écrit connu, elles ne pouvaient que décontenancer le personnel. Là encore, refrain habituel, rien n'était arrêté et toutes les informations utiles devaient nous parvenir afin de mieux les étudier et permettre aux partenaires de se prononcer. Il n'en a rien été, évidemment. Quoi qu'il en soit, la commission interne SPG de l'enseignement et de l'éducation spécialisés, et nos délégué-e-s, malgré notre aversion à travailler de la sorte, ont tenu à se prononcer, par rapport aux points évoqués plus ou moins allusivement le 27 octobre, et dans l'attente d'une concertation digne de ce nom, documentée, de la manière suivante :

- Les regroupements spécialisés (enseignant-e-s et élèves) doivent impérativement rester rattachés à la direction du futur OMP et disposer d'une hiérarchie adéquate ;
- Les éducatrices sociales et éducateurs sociaux travaillant dans les établissements du réseau d'enseignement prioritaire (REP) également ;
- Les responsables des centres médico-pédagogiques et institutions – dont le cahier des charges reste à rédiger – ne peuvent exercer aucune fonction hiérarchique ;
- L'idée de désigner des responsables au sein des regroupements spécialisés – palliatif improvisé et économique face à la hiérarchie déficiente actuelle – doit être abandonnée ;
- Les moyens nécessaires à l'intégration des élèves à besoins particuliers ou handicapés doivent être négociés et définis préalablement à toute mise en application effective de la loi.

Enfin, la séance d'une heure que vous avez prévue pour rencontrer le personnel le 14 décembre nous semble insuffisante et, en tous les cas, inappropriée pour signifier ou prendre une quelconque décision. Nous consulterons nos instances et le personnel courant janvier 2010 afin de nous déterminer.

Nous vous remercions de votre attention et de votre compréhension. En espérant que vous saurez, d'une manière ou d'une autre, nous montrer que vous nous avez entendus, nous vous prions d'agréer, Monsieur le conseiller d'Etat, cher Monsieur, l'expression de notre meilleure considération.



Olivier Baud